



Un impôt de crise sur les banques?



Ivan Van de Cloot

Hoofdeconoom

Itinera Institute

La première phase du deuil que la crise financière a déclenchée, la négation, arrive tout doucement à sa fin. Même les lobbyistes les plus obstinés n'osent plus aujourd'hui en attribuer totalement la responsabilité à la « nature humaine » et à la cupidité des clients des banques. La mauvaise gestion des positions à risque extrêmes sur des produits qu'on ne comprend pas, le financement imprudent des actifs illiquides sur un marché interbancaire capricieux, les très maigres réserves de capital qui ont fait en sorte qu'un mini choc de quelques pourcents brise toutes les cloisons, sont désormais connus du grand public. La deuxième phase dans le processus du deuil, celle de la colère, semble désormais laisser sa place à la troisième phase, celle où on essaie de positionner le choc pour le digérer. Le sentiment de justice a en tout cas été visiblement violé.

Le Ministre des Finances Reynders a fait une estimation assez curieuse selon laquelle, d'après lui, la crise financière n'était pas à l'origine du trou dans le budget. Étrangement, il se limite aux investissements directs faits dans les banques alors que les autorités publiques leur ont également conféré de colossales garanties. L'engagement maximal des pouvoirs publics s'élève ainsi à 240 milliards d'euros.

Nous espérons encore plus que tout que ce contrat d'assurance ne doive jamais s'exercer. Les pouvoirs publics courent aussi sérieusement un risque, un risque que l'on peut chiffrer (des dettes soi-disant contingentes ou implicites). Le rendement des investissements publics ajusté au risque laisse à désirer. C'est d'ailleurs justement parce qu'aucun investisseur privé n'a envie des produits toxiques que les pouvoirs publics sont devenus, qu'on le veuille ou non, actionnaires du Fortis 'bad bank' Royal Park Investments et doivent garantir les produits toxiques pour lesquels on ne trouve plus d'assureur privé.

Un impôt de crise sur les banques?

Ce n'est pas seulement l'estimation de Reynders qui est problématique. Sa thèse selon laquelle le budget est miséreux à cause de la crise économique et les banques n'ont rien à voir avec tout cela n'a pas beaucoup de respect à l'égard du deuil qu'observe la population. La crise économique a en effet été causée par la crise bancaire et le fait que le chômage augmente ainsi aussi fortement, que les entreprises font faillite et qu'il y ait eu d'autres calamités ont bel et bien quelque chose à avoir avec les aventures du secteur financier.

Maintenant, c'est toujours dangereux de vouloir trouver des coupables dans les phénomènes économiques. « Le libre marché doit être corrigé », entend-on partout. Les économistes font pourtant une distinction claire entre les corrections dans l'intérêt de la justice sociale et celles dans l'intérêt des arguments d'efficacité. Nous devons savoir ce que nous voulons. En ce moment, les profondes réformes qui donneraient une autre forme au système financier sont bloquées.

Ainsi il n'y a par exemple aucune bonne volonté à évoluer vers un système de narrow banking où les banques de dépôt sont séparées des banques d'investissement. Dans ce système, les banques dans lesquelles le citoyen doit se porter garant, ne seraient plus autorisées à investir dans des produits financiers exotiques. Les banques d'investissement elles pourraient le faire, mais seraient laissées à leur propre sort en cas de turbulence financière. De cette façon, le contribuable ne doit plus supporter les pertes pendant que les bénéficiaires sont réservés aux actionnaires.

Cependant, si de pareilles réformes

n'aboutissent pas et que le citoyen garde son sort lié aux hauts et aux bas quotidiens des banques systémiques qui sont estimées trop grandes pour faire faillite (le syndrome du too big too fail), alors ces banques doivent aussi payer un correct dédommagement pour le risque qu'elles rejettent sur la société. Le secteur trouve injuste que les 104 banques dans notre pays doivent payer, alors que seules les grandes banques reçoivent un soutien de l'Etat. Mais ce problème est facile à résoudre : mettre simplement en place un mécanisme correct d'assurance pour lequel chaque banque contribuerait seulement en fonction du risque qu'elle rejette sur la société. Presque toutes les propositions des instances de contrôle aux Etats-Unis et au Royaume-Uni vont dans le sens de contributions plus élevées pour les banques systémiques que pour les petites banques. Cela se base non seulement sur la taille mais aussi sur la présence des activités de trading et sur d'autres facteurs de risque. Le

Ministre des Finances Reynders a autour de lui suffisamment de têtes bien faites pour développer de telles formules d'équilibre.

Les économistes plaident aujourd'hui surtout pour des mécanismes intelligents qui peuvent endiguer les risques excessifs qui menacent la stabilité financière. La discipline économique met de manière historique aussi surtout l'accent sur l'efficacité. Mais la question sur la manière dont on doit disperser le risque en cas de catastrophe budgétaire via les impôts de crise n'est plus une question technique. Là, tu entres sur le terrain des corrections du libre marché dans l'intérêt de la justice sociale. Une telle discussion entend être



A l'heure actuelle, les
économistes plaident
surtout pour des
mécanismes intelligents
qui peuvent endiguer les
risques excessifs menaçant
la stabilité financière.



Un impôt de crise sur les banques?

toute façon nécessaire pour mettre fin à cette catastrophe (inter-)nationale et aboutir à la catharsis. Dans tous les cas, la quatrième phase de ce deuil, celle de l'acceptation, pourrait encore se faire attendre longtemps.

Ivan Van de Cloot
Hoofdeconoom

Onafhankelijke denktank en doetank voor duurzame economische groei en sociale bescherming.
"Think-tank" et "do-tank" indépendant pour une croissance économique et une protection sociale durables.



Itinera Institute VZW-ASBL

Boulevard Leopold II Laan 184d - B-1080 Brussel - Bruxelles

T +32 2 412 02 62 - F +32 2 412 02 69

info@itinerainstitute.org www.itinerainstitute.org